

LIBRE DÉBAT

Aide exceptionnelle

On pouvait lire, dans l'édition du 27 décembre 2011 en page 10, sous le titre : Relèvement des pensions et allocations de retraite avec précision que ce relèvement est à la charge du budget de l'Etat en gros et gras caractères ainsi que le satisfecit de la FNTR.

La question est de savoir si ces indigènes, sans tendre la main, ont droit de bénéficier des richesses de leur pays de surcroît producteur de pétrole dont le baril oscille entre 90 et 100 dollars au même titre que les travailleurs en activité ? La réalité prouve que l'exécutif démontre que ce droit ne les concerne pas, mais voit en cette catégorie uniquement des votants et au moment des échéances électorales par crainte des abstentions, oui car ces vieux ex-bâtisseurs, au nombre de 2 400 000, par devoir, ont toujours fait la chaîne devant les bureaux de vote avant même leur ouverture. Alors pourquoi les oublier juste après, et lorsqu'il faut les aider, l'exécutif décompte au centime près, en comptable avisé, l'incidence financière pour argumenter la hauteur des taux à accorder, la considération ou non de l'effet rétroactif ou encore le refus de tout allègement en matière d'IRG.

Sur ce, une vérité est là, la crise algérienne n'est pas financière, mais d'hommes ; le pays est saigné par les scandales financiers, la mauvaise exécution des budgets, que ceux qui ont la charge des deniers publics ne donnent pas d'importance à une austérité rigoureuse en matière de dépenses car les administrations sont devenues dépensières à outrance, réalisant des opérations fictives. Que représente l'incidence d'une augmentation digne et convenable aux retraités devant les gâchis précités à titre d'exemple, sans faire de l'utilité ou de l'efficacité un critère d'appréciation positive ou négative. Alors qu'il n'est pas à prouver que les constats faits en matière d'absence de normes réglementaires dans l'action de gérer se traduit par un défaut d'application, d'errements, de soins et d'attention chez les gestionnaires

au lieu d'être un sujet de préoccupation pour eux.

Pourtant, le président de la République, que Dieu lui prête vie et santé, c'est en étant conscient de la situation de ces gens et convaincu de leurs besoins, qu'il a pris la décision de relever les pensions et allocations de retraite, de créer le Fonds national de réserves des retraites en le finançant à hauteur de 3% de la fiscalité pétrolière au lieu de 2%, il a insisté quant à la lutte contre la fraude dans les déclarations d'emploi qui privent la CNR d'importantes recettes. Je pense que les mesures exceptionnelles qu'il a initiées au profit des retraités c'est pour l'amélioration de leurs conditions de vie, en laissant le soin à l'exécutif d'étudier cette aide.

Grande fut la surprise de constater que la montagne a accouché d'un souriceau, malgré les tapages médiatiques, les déclarations du ministre du Travail et de son DG de la sécurité sociale qui considéraient que les retraités auront une aide exceptionnelle, la FNTR et sa tutrice l'UGTA qui annonçaient plusieurs revendications (taux de relèvement 40%, suppression ou abattement de l'IRG, majoration pour le conjoint à charge, avec effet rétroactif de 2010, etc.) qu'en est-il de tout cela ? Que dire si ce n'est le mépris que marque l'exécutif envers ces pauvres ex-travailleurs qui ont construit et participé à l'édification de notre Algérie, parti de rien au stade actuel, du manuel à l'informatique, nos parents ont mené le djihad *asghar*, en libérant le pays du colonialisme, nous avons pris la relève en menant le djihad *akbar* qui consistait en la reconstruction du pays et nul ne peut mettre en doute cela, car les meilleurs bâtisseurs sont ceux qui avec leur certificat d'études et ceux illettrés qui ont relevé le défi à l'indépendance. Ces travailleurs exemplaires, qui ont servi leur pays avec dévouement et abnégation sans jamais exiger de contrepartie, personne ne peut nier ou ignorer leur amour et leurs sueurs pour avoir réussi à atteindre le niveau et la santé du pays où l'exécutif actuel l'a trouvé.

Aujourd'hui malades, épuisés, nécessiteux mais n'ont pas demandé d'aumône, mais juste ce qui leur faut pour finir leur vie avec un respect dû à leur âge et à leur passé professionnel pour leur loyauté pour les services qu'ils ont rendus au pays, aux gens et vis-à-vis d'eux-mêmes.

«L'espoir des retraités est devenu déception»

Ce n'est pas les 63 milliards représentant l'incidence financière pour la prise en charge de ce relèvement des pensions et allocations de retraite qui causeront un trou dans le budget de l'Etat, puisqu'il a accordé des augmentations à tous les fonctionnaires avec des taux allant de 40 à 100%, tant mieux pour eux, aux députés et sénateurs jusqu'à 300 et 400%, avec pour date d'effet janvier 2008, sans que cela ait posé le problème de couverture financière.

Que représente l'incidence pour une augmentation digne et convenable aux retraités devant les gâchis dans l'exécution des budgets de fonctionnement, d'équipements et d'investissements par les administrations, il n'est pas à prouver que les constats faits en matière d'absence de normes réglementaires dans l'action de gérer se traduit par un défaut d'application, de soins, d'errements et d'attention chez les gestionnaires au lieu d'être un sujet de préoccupation pour eux. Voilà où va l'argent ce n'est nullement les retraités qui grèvent le budget de l'Etat.

La situation actuelle démontre que la crise algérienne n'est pas financière mais d'hommes, le pays est touché par des scandales financiers, la mauvaise exécution des budgets de l'Etat, du fait que ceux qui ont la charge des deniers publics n'assurent une politique d'austérité rigoureuse, les administrations sont devenues dépensières à outrance, des autorisations de programme considérables. Alors que l'Etat doit veiller aux dépenses inutiles, sans opportunité ni priorité ni urgence. Cela étant une recommandation du président de la Répu-

blique. Par ailleurs, la FNTR et sa tutrice n'ont pas défendu avec force les points inscrits à l'ordre du jour de la tripartite concernant les retraités, puisque les seuls bénéficiaires sont les entreprises avec l'obtention de leurs revendications et d'autres gratifications de l'Etat telles que les facilités fiscales, dettes etc. Donc, nos soi-disant représentants n'ont pas à être satisfaits et que s'il y a une personne à remercier c'est bien le président de la République...

En conclusion, messieurs de la FNTR et de l'UGTA, la raison qui a motivé votre satisfecit en déclarant que les retraités ont été réhabilités dans leur dignité avec ce relèvement, détrompez vous, car l'espoir des retraités est devenu déception, donc leur dignité n'a vraiment pas été réhabilitée. Il est vrai, qu'entre l'actif pour lequel on fait tout et le retraité pour lequel on ne fait rien, la différence existe, car à l'étage où se trouvent nos représentants, ils ne gèrent que leur quotidien pour assurer leur avenir. Continuez à gérer vos sièges, en vous maintenant, avec des détachements à vie, les salons que vous fréquentez sont tel-

lement moelleux qu'il vous est difficile de vous en passer, profitez-en avant que le jour de votre mise à la retraite n'arrive. Et enfin, aux députés qui ont voté le texte interdisant l'importation de la friperie en privant les *massakine*, sachez messieurs que les magasins de friperie sont les magasins Dior pour les retraités et les petites bourses. La production nationale, il lui faut une solide concurrence pour une amélioration de la qualité et du prix qui sera à la portée de cette frange pas une politique de protectionnisme faisant de la production nationale une entité sinistrée ou handicapée tenue en vie par une perpétuelle réanimation. Je préfère m'arrêter là car il y a tellement de choses à dire..

Je ne saurais terminer sans remercier vivement, M. Ali Brahimi, député de Bouira, ainsi que ses quelques collègues, cosignataires, pour avoir interpellé le gouvernement pour s'expliquer sur la situation des retraités, encore faut-il que l'interpellé réponde s'agissant de retraités tout est possible..

**Ammari Ali, retraité,
El-Affroun**

POINT DE VUE

Revalorisation des pensions de retraite, dites-vous ?

De tripartite (bipartite dans la réalité puisque l'UGTA n'était là qu'en trompe-l'œil) de mai à celle de septembre, puis de tripartite de septembre à commission ad hoc en octobre et, enfin, de commission ad hoc à Conseil des ministres (à fin décembre), tout un parcours du combattant pour rien... pour qu'en fin de compte, les travailleurs retraités (ici je fais allusion surtout à ceux de la catégorie la plus défavorisée, c'est-à-dire ceux touchant moins de 15 000 DA comme moi-même) se voient déçus par les résultats qui en ont découlé : un relèvement de l'ordre de 30%, pendant que les travailleurs en activité (représentés et défendus par des syndicats autonomes, auxquels syndicats je tiens, au passage, à tirer chapeau pour leur savoir-faire, leur courage et leur abnégation) ont obtenu des augmentations importantes aux taux variant entre 40 et 100%, voire davantage pour certaines catégories de salariés et, de plus, avec effet rétroactif à partir de janvier 2008. Les travailleurs retraités, pour ceux qui les concernent, représentés et défendus (soi-disant) par la seule FNTR, une sous-structure de l'UGTA, n'ont obtenu que des miettes. Qu'a fait la FNTR ? Qu'a-t-elle obtenu en faveur des travailleurs retraités, notamment ceux faisant partie de la catégorie la plus défavorisée ? Seulement quelques sous qui ne changent quasiment rien du tout à leur calvaire. Où sont donc cette augmentation de 40% et cet

effet rétroactif à partir de 2010 (pour ne citer que ces deux points) que la FNTR, par la voix de son président, M. Allaouchiche, et même le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi-Saïd en l'occurrence, n'ont eu de cesse de claironner ? Rien de tout cela, absolument rien !

A entendre M. Allaouchiche se réjouir de tels résultats par médias interposés, il y a de quoi avoir le vertige et tomber raide. C'est au contraire, humiliant pour la Fédération qu'il représente lorsqu'on compare les résultats qu'obtiennent les syndicats autonomes à ceux infimes, voire insignifiants que connaît quasi régulièrement la FNTR et, à travers elle, l'UGTA. Sachez messieurs de la FNTR et de l'UGTA que le syndicalisme signifie lutte sur le terrain, avec toutes les conséquences pouvant en découler (puisque c'est en vigueur dans notre cher pays alors que sous d'autres cieux, là où vraiment un Etat de droit existe, on ne réprime pas un gréviste ou un manifestant et on ne l'envoie surtout pas derrière les barreaux) comme être tabassé par la police et être incarcéré.

Si vos objectifs messieurs de la FNTR et de l'UGTA sont autres que la lutte pour arracher les droits des travailleurs, alors dégagez vite pour que soit mis un terme une bonne fois pour toutes à vos duperies permanentes ! Ne dit-on pas que le «rassasié se moque de l'affamé». A bon entendeur salut.

Hamou Mhenna, Tizi-Ouzou

«A-t-on procédé à la comparaison des différents systèmes de retraite existant en Algérie ?»

Je souhaite apporter une modeste contribution au sujet en objet. J'ai suivi pratiquement l'ensemble des écrits parus dans *Le Soir d'Algérie* ainsi que les interventions des responsables de la FNTR.

On parle d'augmentations conséquentes, mais en fait, il en est rien, a-t-on comparé les retraites servies par les autres systèmes de retraites en Algérie ? On se braque sur les retraites du régime général CNR, dont la base de calcul est restrictive, y compris pour le complément de femme au foyer insignifiant au regard de celui versé par les autres systèmes de retraite en Algérie (les femmes au foyer ne sont pas les mêmes ?) On dit que les finances de la CNR ne permettent pas des augmentations appréciables.

A-t-on oublié les systèmes de retraite autres que celui de la CNR : Caisse des cadres de l'Etat et des autres institutions. A-t-on procédé à la comparaison des différents systèmes de retraite existant en Algérie, en particulier ceux dont les retraites

sont indexées directement aux rémunérations perçues avant le départ en retraite, avec une évolution régulière. Le problème de financement ne se pose pas pour les systèmes de retraite existant, le Trésor public étant là pour couvrir ces types de retraites !

Les différents taux d'augmentation exceptionnelle décidée dernièrement avec effet au 1^{er} janvier 2012, s'ils permettent un relatif réajustement des petites pensions de retraite, n'apporte pas en réalité une réponse aux pertes subies par les cadres en général et les cadres dirigeants en particulier des entreprises publiques, partis en retraite avant l'année 2002. En effet, savez-vous que ces cadres concernés ont eu une rémunération bloquée sur la base d'un maximum entre 6 et 10 fois le SNMG à 4000 DA/mois, alors que ce dernier était 8000 DA, ensuite 10 000 DA et 12 000. Donc, les cadres supérieurs des entreprises publiques régis par le régime CNR, sortis en retraite avant l'année 2002, ont été

fortement lésés, puisque la meilleure des retraites ne dépasse pas les 40 000 DA/mois. Ce montant est aujourd'hui multiplié par trois au moins, pour ceux qui sont partis en retraite depuis 2009. Donc une augmentation uniquement de 15% pour les pensions de plus de 40 000 DA/mois ne permettra jamais de rattraper un tant soit peu de ce qui a été perdu. Concernant l'IRG sur les pensions, cet impôt devrait être allégé et fixé par un taux unique applicable aux pensions versées. Aujourd'hui, le montant de l'IRG est exorbitant (il dépasse les 7000 à 8000 DA/mois), plus que celui payé à un gérant d'une petite société.

En conclusion, je préconise une refonte totale des différents systèmes de retraites existant en Algérie (il en existe au moins trois aujourd'hui), afin de permettre une cohésion, une cohésion, une équité, une justice sociale et une égalité de tous les citoyens algériens quel que soit «l'employeur».

Un lecteur

A nos lecteurs

«Le Soir Retraite» du mardi 21 février 2012

*n'est pas paru pour des raisons
d'abondance de matière.*

Toutes nos excuses à nos lecteurs.